

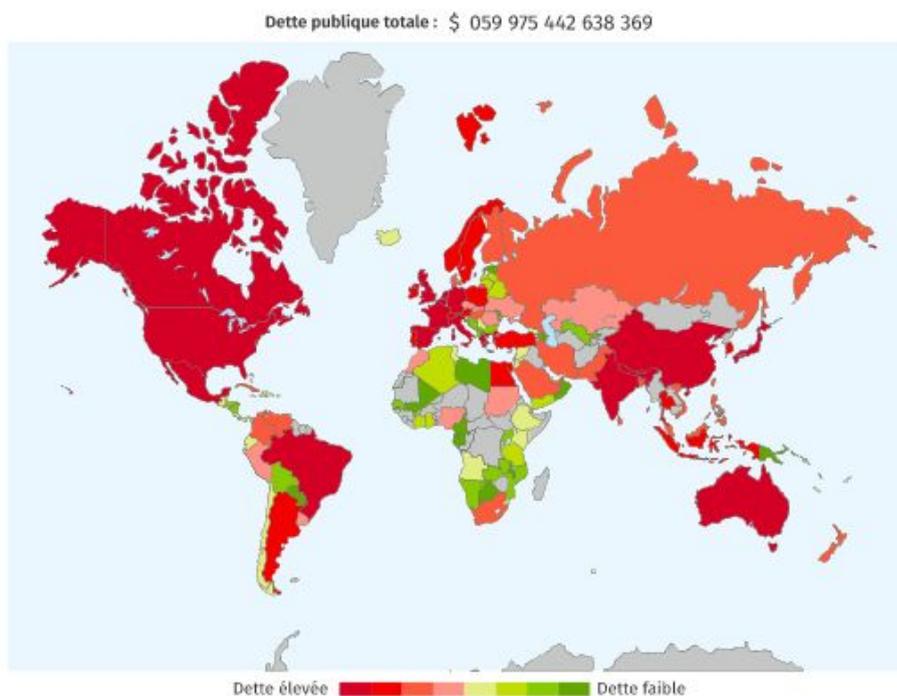
Chapitre 5- ECO 1.3 : Comment les agents économiques se financent-ils ?

OBJECTIFS :

- ✓ Comprendre que le financement consiste à couvrir des besoins de financement par des capacités de financement.
- ✓ Comprendre que le taux d'intérêt – à la fois la rémunération du prêteur et le coût du crédit pour l'emprunteur – est le prix sur le marché des fonds prêtables.
- ✓ Savoir que le revenu disponible des ménages se répartit entre consommation et épargne et qu'ils peuvent dégager des besoins ou des capacités de financement.
- ✓ Savoir ce qu'est l'excédent brut d'exploitation et comprendre que les entreprises se financent par autofinancement et financement externe (emprunts bancaires et recours au marché financier, en particulier actions et obligations).
- ✓ Savoir que le solde budgétaire résulte de la différence entre les recettes (fiscales et non fiscales) et les dépenses de l'État ; comprendre que le déficit budgétaire est financé par l'emprunt et savoir qu'une politique de dépenses publiques peut avoir des effets contradictoires sur l'activité (relance de la demande / effet d'éviction).

INTRODUCTION

La dette publique dans le monde, en 2016



The Economist,

« Horloge de la dette publique mondiale », 2018.

Version interactive de la carte : https://www.economist.com/content/global_debt_clock

- 1) Comment semblent se financer la plupart des États des pays riches aujourd'hui ?
- 2) Comment pourrait-on l'expliquer ?

Comprendre que le financement consiste à couvrir des besoins de financement par des capacités de financement.

Financement

.....
.....
.....

PROBLÉMATIQUES :

Comment les agents économiques en situation de besoin de financement peuvent-ils se financer ? Comment le revenu disponible se répartit-il ? Qu'est-ce que l'EBE ? Quels rôles jouent les taux d'intérêt ?

PLAN DU CHAPITRE

I. Les choix de financement des ménages

- A. Le revenu disponible
- B. L'utilisation du revenu disponible

II. Les choix de financement des entreprises

- A. Le financement interne : l'autofinancement
- B. Le financement externe : intermédié et direct

III. Les choix de financement de l'Etat

- A. Le solde budgétaire
- B. Le financement du déficit budgétaire
- C. Les effets d'une politique de dépenses publiques

III. Les choix de financement de l'Etat

A/ Le solde budgétaire

État, au sens de "pouvoirs publics" ?

Ensemble des administrations publiques dotées d'une capacité de contrainte reconnue par la loi.

Cela regroupe l'administration centrale, les collectivités locales et la sécurité sociale.

Document 11 : Extrait vidéo : Discours de Michel Sapin lors de la discussion générale du projet de loi de finance de 2016 au Sénat (19/11/15) Début à 2'40

1) Quelle était la fonction de Michel Sapin en 2015?

M. Sapin est alors Ministre des Finances et des comptes publics

2) Avant le discours de Michel Sapin au sénat, à qui a été présenté ce projet de loi de finance ?

Dans la logique du circuit d'un projet de loi dans le cadre de la Constitution de la 5^e République, une loi est d'abord présentée et discutée, puis votée à l'Assemblée Nationale. Ensuite cette loi arrive dans la deuxième chambre des représentants de la Nation, le Sénat.

3) Expliquez cette phrase extraite du discours : « Le budget de l'Etat, ce n'est pas une doctrine froide mais un outil au service de l'action et des priorités publiques ».

Le budget de l'Etat n'est pas un simple bilan comptable, comparant des recettes et des dépenses. D'une part, les recettes de l'État sont composées des prélèvements obligatoires, c'est-à-dire des impôts et des cotisations sociales payés par les ménages et les entreprises. La moindre hausse ou baisse de ces prélèvements a donc des conséquences immédiates sur la vie quotidienne des agents économiques, en diminuant ou en augmentant leur pouvoir d'achat. Dans la même logique, la moindre hausse ou dépenses des dépenses publiques a aussi un impact immédiat sur la vie des gens : augmenter les dépenses publiques, par exemple, c'est donner plus de moyens aux universités ou aux hôpitaux. Diminuer les dépenses publiques, c'est au contraire réduire la quantité et la qualité des services collectifs mis à la disposition de la population. On peut ainsi choisir de privatiser les télécommunications, les chaînes de télévision, une partie des services de santé et d'éducation. Privatiser signifie faire passer une activité productive du secteur non marchand vers le secteur marchand, en pensant que celui-ci peut gérer plus efficacement les moyens qui sont à sa disposition.

- 4) Quels sont les priorités du gouvernement annoncées dans ce discours ?
- 5) Quel est le problème que posent des dépenses plus importantes que des recettes dans un budget ?

Parmi les priorités affichées par M. Sapin, il y a tout d'abord la nécessité de réduire les dépenses publiques avec un "plan d'économies pour ramener le déficit à 3,3% du PIB".

*Le gouvernement, en 2015, et comme l'État français a cherché à le faire depuis le milieu des années 1980, essaie donc de réduire les dépenses publiques car celles-ci sont supérieures aux recettes : c'est-à-dire qu'il y a un **déficit public**.*

Or, depuis la création de la zone Euro, les pays membres se sont engagés à maintenir ce déficit en dessous de la barre de 3% du PIB. (afin de garder une stabilité économique dans nos pays). Nous nous sommes engagés auprès des autres pays de la zone euro, donc nous n'avons pas le choix : il faut réduire les dépenses publiques. (on aurait pu augmenter les recettes mais la part des prélèvements obligatoires dans le PIB de la France est déjà très élevée, à hauteur de 48,4% du PIB en 2018 (source Eurostat), soit 8 points de plus que pour la moyenne européenne.

D'un autre côté M. Sapin annonce d'ailleurs des baisses d'impôt, dans le but d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation future.

Donc, si M. Sapin annonce des baisses d'impôts, il faut forcément, si l'on veut maintenir la part du déficit public proche de 3% du PIB, baisser fortement les dépenses publiques...

Document 12 : dessine-moi l'éco Le budget de l'Etat :

<https://www.youtube.com/watch?v=TQkuaDfjmyU>

1) Quelles sont les recettes de l'Etat ? donnez des exemples.

- *Impôts sur le revenu, sur les sociétés, sur le patrimoine*
- *Taxes : TVA, taxe sur les produits pétroliers...*

2) Quels sont les 4 types de dépenses ? donnez des exemples.

- *dépenses de fonctionnement : salaires des fonctionnaires notamment*
- *dépenses d'intervention : assistance aux plus démunis, contribution à l'UE*
- *dépenses d'équipement et d'investissement : construction d'une route*
- *dépenses des intérêts de la dette*

3) Quand dit-on qu'un l'Etat est en situation de déficit budgétaire ?

L'État dépense plus qu'il ne perçoit depuis plus de 30 ans. Il est donc en BESOIN DE FINANCEMENT. L'État doit donc EMPRUNTER.

Conséquence : l'État s'est endetté

4) Quel doit être le niveau maximum de déficit PUBLIC d'un Etat membre de l'union européenne ?

Le déficit public, c'est la somme des déficits des 3 administrations publiques : État (déficit budgétaire) + Sécurité Sociale + Collectivités locales)

Ce déficit ne doit pas excéder 3% du PIB selon les accords dans la zone euro.

5) Comment un Etat peut-il financer son déficit ?

2 leviers :

- *Augmentation de ses recettes*
- *Réduction de ses dépenses*

C'est le gouvernement et le parlement qui déterminent quel levier privilégié, lors de l'élaboration du budget (projet de loi de finance).

6) Quels sont les leviers pour réduire le déficit budgétaire ?

Prévisions de croissance : si l'activité économique ralentit → baisse automatique des impôts et cotisations sociales versées = baisse des recettes publiques ALORS QUE hausse automatique des dépenses publiques : il faut augmenter le nombre d'allocations chômage notamment, mais aussi soutenir l'activité

EFFETS SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

si les pouvoirs publics décident d'augmenter les prestations sociales (les revenus de transfert) → hausse du pouvoir d'achat des ménages → hausse de la consommation → hausse du PIB = CROISSANCE économique.

Solde budgétaire de l'Etat central

Différence entre les recettes de l'État et ses dépenses.

Si le solde est négatif, on parle de **Déficit budgétaire**. S'il est positif, on parle d'**excédent budgétaire**.

Si l'État est en déficit, il devra chercher des financements auprès de ceux qui ont des capacités de financement notamment sur le marché financier en émettant des obligations d'État.

à distinguer de **déficit public** : Situation caractérisée par des dépenses des administrations publiques (État central + collectivités locales + Sécurité Sociale) supérieures à leurs recettes

Recettes fiscales

ensemble des impôts et des taxes perçus par l'État.

Recettes non fiscales

amendes, dividendes (entreprises publiques)

Dépenses de l'Etat central

Rémunération des fonctionnaires ou agents non fonctionnaires (dans l'éducation, la culture, la santé, la défense), coût des investissements (transports, communication), aides versées aux entreprises ou aux ménages, coûts des intérêts de la dette publique.

À distinguer de

Dépenses publiques : ensemble des dépenses des administrations publiques, soit les dépenses de l'État central, des collectivités locales et de la sécurité sociale.

B. Le financement du déficit budgétaire

Document 13 : L'endettement de la Grèce

https://www.lemonde.fr/europe/video/2015/09/23/comprendre-la-crise-grecque-en-cinq-etapes_4768598_3214.html (debut à 3'13)

1) Rappeler comment est financé le déficit budgétaire.

Le déficit budgétaire (quand les dépenses de l'État sont supérieures à ses recettes) est financé par emprunt. Cela signifie que l'État s'endette pour payer ses dépenses → il doit ensuite rembourser les intérêts de sa dette → cela augmente encore ses dépenses = spirale du surendettement.

2) A quoi correspond la « note de la dette grecque » ? quelle est la conséquence de cette note sur les emprunts du pays ?

Chaque pays se voit attribuer une note par des entreprises de notation financière, comme Fitch. Ces entreprises rassemblent des données qui indiquent l'état de santé de l'économie de chaque pays. En faisant cela, Fitch indique aux prêteurs potentiels si un pays est en mesure ou non de rembourser les sommes qu'il emprunte. Ainsi, quand l'entreprise Fitch décide de passer la note de la Grèce de A à BBB+ en 2009, elle envoie un signal d'alerte qui va provoquer des remous sur le marché financier : les prêteurs (les agents économiques qui sont en capacité de financement) vont arrêter de vouloir prêter de l'argent à la Grèce... qui se retrouve dans l'incapacité de financer ses dépenses. Le pays est alors en faillite.

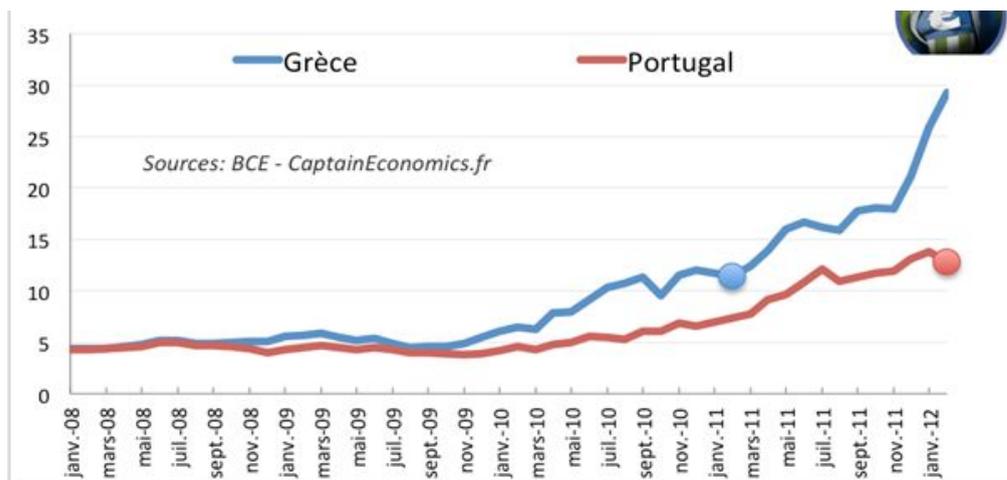
3) Pour réduire le déficit et donc l'endettement du pays, que met en place le gouvernement Grec ? Donnez des exemples de mesures.

- *Renégocier avec les créanciers de la Grèce*
- *Aides supplémentaires demandées à l'UE*
- *Allègement de la dette*
- *Arrêt des plans d'austérité*

Au moment de la crise grecque, le gouvernement ferme les banques et la zone euro durcit les plans d'austérité. Le référendum grec montre un refus du peuple grec.

***Austérité :** D'un côté, il y a une baisse brutale des dépenses publiques pour réduire le déficit public. D'un autre côté, les impôts ont progressé de 53%, le chômage est passé à 23% de la population.*

Document 14 : Evolution du taux d'intérêt de la Grèce et du Portugal



1) Faites une lecture du taux d'intérêt de la Grèce en Janvier 2008 et en Janvier 2012.

Le taux d'intérêt de la Grèce était de 5% en janvier 2008 ; il est de 30% en janvier 2012. Il a donc augmenté de 25 points en quatre années. Le taux d'intérêt désigne le pourcentage de la somme empruntée qui est payée au prêteur en plus du remboursement du crédit, c'est donc un coût pour l'emprunteur. Réciproquement, il s'agit d'un pourcentage de la somme empruntée qui est reçu par le prêteur en plus du remboursement du crédit, c'est donc une rémunération pour ce dernier.

Le taux d'intérêt est en quelques sortes le prix de l'argent sur le marché financier. Quand ce prix augmente, cela signifie que la demande d'argent de la Grèce est très supérieure à l'offre disponible. Les prêteurs sont moins nombreux et font payer le prix fort à la Grèce, du fait du risque de crédit (risque de non remboursement) que ce placement représente pour les prêteurs.

C. Les effets d'une politique de dépenses publiques

Document 15 : La politique de relance au Portugal

Le Portugal peut enfin souffler. Le pays n'a presque plus de déficit budgétaire et bénéficie même d'une des meilleures croissances de la zone euro. Pourtant, [...] il y a encore deux ans, le Portugal était sous le coup d'une procédure pour « déficit excessif », lancée par la Commission européenne. [...] L'Union européenne préconisait une politique d'austérité, avec une baisse des dépenses publiques, un assouplissement du code du travail et une diminution de la protection sociale. Le gouvernement de coalition gauche – extrême gauche d'Antonio Costa adopte des méthodes aux antipodes de ces recommandations et du gouvernement précédent. Une politique de relance par la demande, marquée par une augmentation des retraites, des allocations familiales et du SMIC. Et cela fonctionne, n'en déplaise à Bruxelles. Le Portugal a enregistré en 2017 une croissance de 2,7 %, soit la plus forte hausse de son PIB annuel depuis l'année 2000.

Valéry Lerouge, « Le miracle portugais : comment Lisbonne a nargué Bruxelles », Francetvinfo.fr, 3 mai 2018.

1) Quelle était la situation du solde budgétaire du Portugal en 2015 ?

Le Portugal était en 2015 en situation de "déficit excessif"

2) Pourquoi une telle situation fait-elle penser qu'il faut réduire les dépenses publiques ?

L'UE oriente plutôt les choix budgétaires vers ce qu'elle appelle une "orthodoxie budgétaire", c'est-à-dire essayer d'aller vers un équilibre budgétaire (les recettes financent les dépenses). réduire les dépenses publiques nécessitent de mettre en place des politiques d'austérité.

Conséquence positive : baisse du déficit public → baisse du besoin de financement → baisse des emprunts → baisse des intérêts à verser → baisse des dépenses publiques → baisse du déficit public... etc.

Conséquence négative : baisse des dépenses publiques, hausse des prélèvements obligatoires → baisse des prestations sociales, des investissements publics et baisse du pouvoir d'achat → baisse du PIB → risque de chômage → baisse des revenus → baisse de la demande → baisse du PIB → chômage... risque de spirale de la dépression économique

3) Comment une politique de hausse des dépenses publiques peut-elle améliorer la croissance économique ?

Paradoxalement, et surtout à cause des risques de conséquences négatives décrits ci-dessus, le Portugal a décidé de faire tout l'inverse d'une politique d'austérité. Le Portugal a décidé de mener une politique de relance : hausse des dépenses publiques → hausse des prestations sociales et des investissements publics → hausse de la demande → hausse du PIB → hausse des revenus → davantage de recettes fiscales → financement des dépenses publiques. mais aussi hausse de la consommation → hausse du PIB (le PIB a augmenté de 2,7% en 2017 au Portugal).

Dépenses publiques

ensemble des dépenses des administrations publiques, soit les dépenses de l'État central, des collectivités locales et de la sécurité sociale.

Politique de dépenses publiques

l'État dépense pour créer des infrastructures, rémunérer les fonctionnaires, verser des revenus sociaux aux ménages ...Lorsque l'activité économique est insuffisante, les pouvoirs publics peuvent choisir d'augmenter les dépenses afin d'augmenter le niveau de la consommation et de l'investissement, c'est ce qu'on appelle une politique de relance de la demande (politique

expansionniste). Inversement, les pouvoirs publics peuvent choisir de réduire ces dépenses (politique d'austérité).

Document 16 : Les limites d'une politique de relance

Il y a éviction directe lorsque l'augmentation des dépenses publiques induit une contraction des dépenses privées. Si l'augmentation du budget de l'État s'accompagne d'une augmentation des impôts, les ménages seront incités à réduire leur demande privée en fonction de la réduction de leur revenu après impôt.

Il y a éviction indirecte ou éviction financière lorsque les entreprises privées se trouvent partiellement évincées du marché financier par les emprunts que l'État lance pour financer le déficit budgétaire : les capitaux drainés par l'État ne sont plus disponibles pour financer les investissements des entreprises privées ; l'augmentation de la demande de capitaux induite par l'intervention de l'État provoque une hausse du taux d'intérêt qui renchérit le coût des ressources financières des entreprises et les dissuade d'investir.

« Effet d'éviction », *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Nathan, 2018.

1) Pourquoi les impôts peuvent-ils être amenés à augmenter quand un Etat augmente ses dépenses ?

Si l'État veut éviter d'augmenter son déficit, la seule solution quand les dépenses augmentent, c'est d'augmenter les impôts, c'est-à-dire d'augmenter les recettes publiques.

2) Quel sera l'effet de cette augmentation d'impôt sur la consommation des ménages ?

hausse des impôts → baisse du revenu disponible → baisse de la consommation → baisse du PIB → chômage → baisse du revenu disponible → baisse de la consommation... etc. Cercle vicieux de la dépression et déflation.

3) Pourquoi certains économistes considèrent qu'un État qui augmente ses dépenses et emprunte pénalise les investissements des autres agents économiques ?

Ces économistes (libéraux) pensent qu'un État qui augmente ses dépenses et emprunte prend toute la place sur le marché financier : les prêteurs vont d'abord prêter à l'État, supposé très fiable en termes de remboursement, au risque de ne plus avoir assez de capacité de financement pour les autres agents économiques, surtout les entreprises : cela s'appelle l'effet d'éviction.

Effet d'éviction

Effet pervers qui provient d'une politique de dépenses publiques. L'État étant en déficit, il aura besoin de financement, les autres agents économiques en besoin de financement notamment les entreprises seront alors "évincés" du marché financier. Elles n'auront plus assez de financement et diminueront leurs investissements, ou devront supporter un taux d'intérêt plus élevé.

(ce sont les libéraux qui insistent sur cet effet pervers, pour dire que l'État ne doit pas intervenir dans l'économie, alors que les keynésiens pensent que l'État doit intervenir pour stimuler l'activité en menant une politique de relance)

SYNTHÈSE

Schéma à réaliser sur la 3^{ème} partie en utilisant les notions importantes.

à vous de jouer !